



**Gestion des abonnements à des journaux et
revues, périodiques, bases de données papier et
électroniques**

Cahier des clauses particulières (CCP)

L'acheteur :

**Grand Port Maritime de Bordeaux
152, quai de Bacalan
CS 41320
33082 BORDEAUX CEDEX**

**CCP numéro 25S06 : établi en application du Code de la commande publique et du CCAG
Fournitures courantes et services, relatif à :**








**Appel d'offres ouvert en application des articles R2124-2 1°, R2161-2 à R2161-5 du Code
de la commande publique.**

SOMMAIRE





1. DÉFINITIONS	2
2. OBJET DU CONTRAT.....	3
3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT	4
4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION.....	4
5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	5
6. RÉALISATION DES PRESTATIONS.....	7
7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	13
8. LITIGE ET SANCTIONS.....	15
9. FIN DU CONTRAT	16

Sélectionner le sommaire, appuyer sur la touche F9 (ou Fn+F9) pour mettre à jour la numérotation des pages.

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Gestion des abonnements à des journaux, revues, périodiques papier, bases de données papier et électroniques
	Acheteur	GRAND PORT MARITIME DE BORDEAUX
	Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum mono-attributaire de services
	Structure	Lot unique
	Durée	48 mois
	Variation des prix	Révisables
	Nature des prix	Prix unitaires

1. DÉFINITIONS

	Contrat	Le contrat est un accord-cadre passé en Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021 . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre
	Acheteur	L' acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
	Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
	Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2. OBJET DU CONTRAT

2.1. Description des prestations

■ Objet de la prestation :

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Particulières concernent les prestations suivantes :

Gestion des abonnements à des journaux, revues, périodiques papier et bases de données papier et électroniques

■ Lieu d'exécution :

Les lieux de livraison des abonnements sont :

Grand Port Maritime de Bordeaux

Pôle Courrier, Archives, Documentation, bâtiment T, rez-de-chaussée
152, quai de Bacalan
CS41320
33082 Bordeaux Cedex

Grand Port Maritime de Bordeaux

Capitainerie de Port
Quai Carriet
33310 Lormont.

Contact : Nathalie BIANCHI BASLY, Responsable Process courrier, Archives, Documentation
Tél : 06.20.86.85.51 – 05.56.90.57.26 email : n-bianchi-basly@bordeaux-port.fr

Les livraisons devront s'effectuer :

- du lundi au mercredi de 8H30 à 12h00 et de 13H à 17h00
- du jeudi au vendredi de 8H15 à 12h00 et de 13H à 16H30

■ Pièces contractuelles :

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'engagement,
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCP) et ses annexes :
 - ✓ *Annexe 1 : Listing des abonnements ;*
 - ✓ *Annexe 2 : Contrôle d'accès ;*
 - ✓ *Annexe 3 : Consignes de sécurité.*
 - ✓ *Annexe 4 : Règlement Général de la Protection des Données*
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU),
- L'offre technique du titulaire.

Pièces générales :

- Le code de la commande publique ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG-FCS) des marchés publics applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (approuvé par arrêté du 30 mars 2021)

2.2. Intervenants

■ Représentation des parties :

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le

représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.

■ Décomposition de la prestation et forme du contrat :

Les prestations du contrat ne font l'objet d'aucune décomposition.

■ Forme du contrat :

Les prestations donnent lieu à un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande sans minimum et avec maximum, tel que défini à l'acte d'engagement, en application de l'article R2162-2 alinéa 2 du Code de la commande publique.

■ Présentation des bons de commande :

Les prestations à réaliser seront définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comporteront :

- Nom et adresse du titulaire,
- Numéro et date de l'accord-cadre,
- Numéro et date du bon de commande,
- Adresse de livraison,
- Adresse de facturation,
- Désignation des prestations,
- Date de réalisation des prestations,
- Montant total hors taxes de la commande,
- Taux et montant de la TVA,
- Montant total TTC.

Les personnes habilitées à signer les bons de commande sont désignées par le règlement intérieur du GPMB.

Le titulaire devra accuser réception de chaque bon de commande émis par le GPMB.

4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

■ Durée globale du contrat :

La durée de l'accord-cadre est indiquée à l'acte d'engagement.

■ Prestations similaires :

L'acheteur peut passer avec le titulaire des marchés sans mise en concurrence pour des prestations similaires, dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent contrat, conformément aux dispositions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

- **Délai des bons de commande :**

Les délais d'exécution des prestations seront fixés dans chaque bon de commande.

Leur durée d'exécution ne peut se prolonger au-delà de 3 mois de la date limite de validité de l'accord-cadre. Chaque délai convenu court à compter de la réception du bon de commande, par le titulaire.

5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1. Prix du contrat

- **Nature des prix :**

Les prix de l'accord-cadre sont **unitaires**.

- **Contenu des prix :**

Les prix du marché sont traités à prix unitaires, sur la base du bordereau des prix unitaires et des quantités réellement exécutées.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, des frais afférents à l'application de l'article 10.1.3 du CCAG FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

- **Variation des prix :**

Les prix sont révisables par ajustement des prix éditeurs. Cet ajustement interviendra une fois par an.

Le titulaire devra transmettre, avant le 15 février de l'année n, l'augmentation de l'année n appliquée par les éditeurs sur chaque journal et revue périodique. Le GPMB pourra ainsi anticiper l'impact de la hausse des prix sur son budget.

Les frais de gestion resteront fermes pendant toute la durée de l'accord cadre.

Le titulaire s'engage à fournir au GPMB toutes les justifications nécessaires permettant de contrôler les ajustements de prix.

- **Offres promotionnelles :**

En cours d'exécution, les prix figurant au contrat peuvent temporairement évoluer à la baisse dans le cadre des offres de prix promotionnelles que le titulaire propose à l'ensemble de sa clientèle. Le titulaire s'engage à informer l'acheteur par tout moyen de ces offres promotionnelles, lui permettant de donner une date d'effet certaine et la durée de validité de la promotion.

En aucun cas les offres promotionnelles ne doivent entraîner une diminution de la qualité des produits ou des services associés par rapport aux conditions définies au contrat.

En-dehors des périodes de promotion, les prix applicables sont ceux définis au contrat. Les promotions peuvent également consister en une augmentation des quantités ou à une augmentation de la qualité du produit pour un prix identique.

- **TVA :**

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

5.2. Conditions de paiement

- **Avance :**

Sauf renoncement du titulaire à l'acte d'engagement, une avance est prévue si le montant du bon de commande est supérieur à 50 000,00 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois. Le taux de cette avance est fixé à 5%. Le taux de l'avance est fixé à 30% (option A du CCAG) si le titulaire ou le sous-traitant est une PME, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance n'est pas révisable.

L'avance est remboursée entre 65% et 80% d'avancement des prestations.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire en une seule fois. Si le montant des sommes à régler est inférieur au montant de l'avance à rembourser, l'avance est remboursée de manière progressive.

■ **Paiement des membres du groupement :**

En cas de groupement solidaire et en application de l'article 12.1.2 du CCAG, le paiement est effectué sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement solidaire ou du mandataire.

■ **Présentation des demandes de paiement :**

Lorsque le titulaire remet une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- les noms, n° SIRET et adresse du créancier,
- la date d'émission et le numéro de la demande de paiement ;
- le numéro de l'accord-cadre et le numéro du bon de commande ;
- le numéro de compte bancaire tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- les prestations exécutées ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant HT des prestations exécutées ;
- le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- le montant total des prestations ;
- les indemnités, primes, et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations de l'accord-cadre ;

Conformément au Décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, **les factures doivent obligatoirement être transmises par voie dématérialisée** via la plate-forme Chorus Portail Pro accessible à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les demandes de paiement devront, notamment, comporter les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET du GPMB : 78180414100021 qui identifiera ce dernier comme étant le destinataire de la facture,
- Le numéro d'engagement correspondant au numéro du bon de commande.

■ **Périodicité des paiements :**

Les modalités de facturation seront les suivantes : 2 factures par an

- une facture provisionnelle détaillée représentant l'ensemble des abonnements de l'année,
- une facture définitive détaillée de réajustement.

■ **Régime des paiements :**

Les prestations du contrat sont réglées par paiement partiel définitif (article R2191-26 du Code de la commande publique).

■ Délai de paiement :

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.
En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire.

6. RÉALISATION DES PRESTATIONS

6.1. Conditions de réalisation des prestations

■ Clause technique :

Pour la réalisation des prestations, les prescriptions techniques suivantes s'appliquent :

6-1-1-Prestations attendues

Le Titulaire s'engage à assurer :

- le traitement, la gestion, le suivi, le renouvellement et la continuité du service, sans interruption des abonnements,
- le règlement des factures auprès des éditeurs,
- la reprise du portefeuille existant à la date d'expiration de la période des abonnements en cours,
- la gestion des nouvelles commandes,
- les modifications de titres (fusion, cessation de parution, etc..),
- les résiliations, suppressions et annulation des abonnements en cours d'année en s'assurant de procéder à leur remboursement partiel ou total,
Le GPMB se réserve le droit de maintenir ou non les abonnements.
- le traitement des réclamations auprès des éditeurs
- la gestion des changements d'adresses mail ou postales liés aux abonnements numériques ou format papier
- la transmission aux éditeurs des adresses mails nécessaires aux abonnements numériques avec restitution de cette liste au GPMB
- la livraison de l'ensemble des titres sur les différents sites du GPMB,
- la transmission de toutes les informations des éditeurs sur chaque abonnement (n° d'abonné, identifiants, mots de passe, tout changement qui pourrait avoir des répercussions sur les accès online, la distribution postale)
- la transmission des coordonnées de la ou des personnes en charge de la gestion du portefeuille du GPMB. Le titulaire devra indiquer au GPMB toutes les informations utiles en cas de changement de gestionnaire au cours du marché

Le Titulaire ne pourra pas imposer au GPMB de donner ses ordres via le support électronique.

Le GPMB donnera ses ordres par mail.

Le Titulaire devra accuser réception de toutes les demandes par mail **dans les 48 heures**.

Les abonnements sont listés sur le bordereau de prix. Cette liste n'est pas exhaustive, le pouvoir adjudicateur pourra en cas de besoin nouveau faire appel au titulaire pour savoir s'il peut répondre à la demande.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire appel à un autre prestataire si le Titulaire de l'accord-cadre ne peut honorer l'abonnement d'une revue périodique figurant sur la liste, ou en cas de nouveau besoin que le titulaire ne pourrait pas satisfaire.

6-1-2-Modalités de passation des commandes

La gestion des abonnements est centralisée.

Le service coordinateur est le Pôle Courrier, Archives, Documentation.

Le Titulaire s'engage à prévoir un rendez-vous avec la coordinatrice du Pôle Courrier, Archives, Documentation dans le mois suivant la date de notification puis avant chaque date anniversaire de l'accord cadre.

Lors de la première réunion, le titulaire fera notamment un état des actions mises en œuvre pour la reprise du portefeuille.

Les services destinataires sont les suivants :

- le Pôle Courrier, Archives, Documentation
- la capitainerie de port

De nouveaux destinataires pourront être ajoutés.

Le Titulaire s'engage à adresser un état récapitulatif détaillé des abonnements en cours servant de base à l'élaboration du dossier de renouvellement annuel, au plus tard 4 mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre.

L'état récapitulatif comportera : pour chaque abonnement :

- le numéro ISSN
- le titre
- le format
- pour les formats numériques, les adresses électroniques des abonnés
- l'éditeur
- la quantité
- l'adresse de livraison
- la date d'échéance (JJ/MM/AAAA)
- la date d'expiration (JJ/MM/AAAA)
- le prix net HT fournisseur en vigueur (remise, frais de services, frais de gestion inclus)
- les références d'abonnement de l'éditeur et du Titulaire
- le prix TTC.

Des abonnements pourront être ajoutés, modifiés ou supprimés sur l'état récapitulatif.

Le GPMB retournera au Titulaire cet état récapitulatif revêtu de toutes les informations nécessaires pour le traitement du dossier de renouvellement. Le Titulaire transmettra une liste de confirmation.

6-1-3-Support électronique

Le Titulaire devra fournir un support électronique, sécurisé, via Internet.

Avec ce support le GPMB devra être en mesure :

- d'accéder à la liste de l'ensemble des abonnements en cours comportant notamment les numéros d'abonnés, les références et les dates de renouvellement, les numéros de commande chez les éditeurs, les dates de règlement des factures des éditeurs, le montant des abonnements. Les accès électroniques seront clairement stipulés,
- d'accéder au catalogue général permettant la recherche bibliographique, la recherche de prix,
- de consulter l'historique des commandes et du portefeuille en cours,
- de créer des rapports en vue de les télécharger.

6-1-4-Reprise du portefeuille de titres

Le titulaire reprend la gestion du portefeuille existant, géré actuellement, par le précédent Titulaire. Les titres sont constitués d'abonnements papier et électroniques.

La reprise du portefeuille s'opérera à partir d'un listing annexé au présent CCP pour des titres à renouveler et pour des titres devant être résiliés, modifiés, transformés pour la période suivant la période d'abonnement en cours.

Le titulaire devra maintenir les références client connues chez les éditeurs et se les procurer directement auprès du précédent titulaire et des éditeurs.

Aucune interruption de service ne doit être constatée.

6-1-5-Désignation d'un interlocuteur unique

Le titulaire s'engage à désigner dans l'acte d'engagement :

- Un correspondant/gestionnaire unique, responsable de l'ensemble des abonnements du GPMB et de leur suivi, ainsi qu'un remplaçant,
- Un correspondant chargé de l'accord-cadre ainsi qu'un remplaçant,
- Un correspondant chargé de la facturation,

Le Titulaire s'engage à communiquer au GPMB : les noms, coordonnées et les capacités professionnelles des correspondants et de leurs remplaçants.

Le titulaire devra informer le GPMB de tout changement ou remplacement des personnes désignées 10 jours avant la date d'effet.

6-1-6- Renouvellement des abonnements, continuité du service

Le titulaire devra utiliser l'état récapitulatif détaillé prévu à l'article " modalités de passation des commandes ", pour traiter le dossier annuel des abonnements du GPMB dans son ensemble, et procéder aux renouvellements au fur et à mesure de leur échéance, de même pour les ordres de suppressions et transformations.

En aucun cas, une interruption d'abonnement ne sera tolérée. Le Titulaire devra assurer le suivi des échéances sans attendre les avis d'échéances des éditeurs. Le Titulaire devra passer ses ordres de commande aux éditeurs à temps afin d'éviter toute rupture de continuité.

Le Titulaire devra reprendre la gestion des abonnements actuels au fur et à mesure de leur échéance.

En ce qui concerne les renouvellements d'abonnements non demandés par le GPMB et néanmoins servis, le GPMB ne procédera à aucun règlement à quelque titre que ce soit. Le GPMB en demandera le remboursement s'ils ont fait l'objet d'une facturation indue.

En cas de changement de fournisseur, le Titulaire s'engagera à assurer la continuité des abonnements en cours, sans interruption du service.

6-1-7- Nouvelles demandes, modifications d'abonnements

Pour toute demande de nouvel abonnement, de numéros antérieurs/spéciaux/hors-série, de demande particulière non recensée par le bordereau des prix, le Titulaire devra répondre par mail sur sa capacité à fournir la publication dans un délai maximum de trois jours ouvrés à compter de la réception de la demande et transmettre un devis.

Le Titulaire renseignera également le GPMB dans les mêmes délais pour une demande de modification ou de transformation d'abonnement.

Conformément à l'acte d'engagement, pour ces nouvelles demandes absentes du BPU, il sera fait application des prix publics éditeur affectés de frais de gestion et du taux de remise contractuel indiqué à l'acte d'engagement.

6-1-8- Cessation de parution de publications

En cas de cessation définitive de la parution d'une publication par défaillance de l'éditeur, le titulaire s'engage, dès qu'il en a connaissance, à en avertir le GPMB. Le titulaire devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour obtenir le remboursement pour le compte du GPMB, et ce au prorata des numéros non fournis.

Le Titulaire propose une offre similaire quand un titre n'est plus édité.

6-1-9-Résiliations

Le titulaire s'engage à procéder aux résiliations à la date demandée par le GPMB. En cas de refus de l'éditeur, le titulaire en informe le GPMB et procède à la résiliation à la date d'échéance de l'abonnement.

6-1-10- Obligation de veille et d'information

Le Titulaire effectuera la veille pour le compte du GPMB. Ainsi, toute information émanant de l'éditeur relative à l'abonnement doit être communiquée par le Titulaire du marché.

6-1-11-Fin de l'accord-cadre

Quatre mois avant la date d'échéance de l'accord-cadre, le Titulaire s'engage à fournir un fichier récapitulatif la totalité des abonnements en cours avec notamment la date d'échéance, les références des abonnements chez l'éditeur et chez le Titulaire.

6-1-12- Suivi du fichier des adresses

Le Titulaire doit effectuer un suivi du fichier de l'adresse postale et des adresses électroniques indiquées par le GPMB.

Toute modification d'adresse de livraison qui sera demandée par écrit par le GPMB devra être effective au maximum 15 jours ouvrés à partir de la date de réception de la demande. Le Titulaire du marché accusera réception de la demande de changement d'adresse.

Toute livraison égarée du fait de non-respect du lieu de livraison sera à la charge du Titulaire.

6-1-13-Délais de livraison et gestion des réclamations

Le Titulaire doit organiser la mise en place des livraisons des abonnements selon la périodicité de leur parution :

Pour les quotidiens imprimés : livraison le jour de la parution

Pour les hebdomadaires : livraison au plus tard le lendemain de la parution

Pour les mensuels et bimensuels sous les 10 jours après leur parution

Pour les trimestriels, semestriels et annuels : sous un mois après leur parution

Pour les abonnements électroniques, dans le respect des délais garantis à la commande

Le prestataire s'engage à une attention particulière au suivi des réclamations.

Un accusé réception de chaque réclamation devra être adressé au GPMB dans un délai de deux jours ouvrés à compter de l'émission de la réclamation.

Une solution doit être proposée dans un délai de trois jours ouvrés à compter de l'accusé de réception de la réclamation.

Le titulaire s'engage à effectuer les réclamations à l'éditeur par mail dès réception de la demande du GPMB que le manquement sera constaté :

- pour les quotidiens ;
- pour les hebdomadaires ;
- pour les mensuels et bimensuels ;
- pour les trimestriels, semestriels et annuels ;
- pour les abonnements électroniques.

Lorsque le Titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, une prolongation du délai d'exécution est accordée par le GPMB. Le Titulaire formulera la demande de prolongation par écrit au plus tard dans les 3 jours ouvrés suivant l'expiration du délai d'exécution contractuel, accompagnée d'un justificatif.

6.2. Vérification des prestations

■ Niveau d'obligation prévu au contrat :

Le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

■ Opérations de vérification du service fait :

Les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du contrat dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG Fournitures courantes et services.

L'acheteur effectue ces vérifications à l'issue de la période de prestation de service. Si aucune décision n'est notifiée, le service est réputé admis à la fin de la période constatée.

Si la quantité réalisée n'est pas conforme, l'acheteur peut décider de les accepter en l'état, mettre le titulaire en demeure de compléter la prestation de service dans le délai qu'il prescrit.

En cas de non-conformité entre la quantité réalisée et l'attestation de service fait, l'attestation est rectifiée et signée par les personnes en charge du service pour le titulaire et de la vérification pour l'acheteur.

Si les prestations de service ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être rectifiées immédiatement par le titulaire sur demande de l'acheteur. L'acheteur peut toutefois accepter la prestation qui contient des défauts ou ne respectent pas toutes les prescriptions du cahier des charges, avec réfaction du prix.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG.

■ Personnes en charge des vérifications des prestations :

Les personnes chargées de la vérification quantitative et qualitative des prestations réalisées par le titulaire sont désignées par chaque bon de commande.

6.3. Développement durable

■ Clause environnementale :

Le contrat comporte des obligations en matière de protection de l'environnement.

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article 2111-1 du code de la commande publique, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental. À ce titre, les échanges par voie dématérialisée seront privilégiés.

6.4. Autres stipulations

■ Clause de réexamen et modifications du contrat :

Le présent accord-cadre pourra subir des modifications sous réserve des dispositions prévues aux articles R2194-1 à R2194-4 du Code de la commande publique.

Ainsi, l'acheteur peut, pendant l'exécution de l'accord-cadre, prescrire au titulaire des modifications non substantielles relatives aux prestations ou accepter les modifications qui lui seraient proposées par le titulaire.

Cela peut concerner notamment :

- Modifications et/ou des ajouts de prestations afin de faire suite à des évolutions d'ordre technique ou technologique desdits prestations Ces modifications et/ou ajouts peuvent impacter les prix prévus dans le Bordereau de Prix ;
- Prolongation de la durée initiale de l'accord-cadre (prolongation à échéance) dans le cas où l'acheteur, ayant décidé de ne pas reconduire l'accord-cadre (quelle qu'en soit la raison), souhaite disposer d'un temps supplémentaire pour réaliser les prestations et/ ou pour l'instruction d'un nouvel accord-cadre ;

Lorsque des circonstances exceptionnelles (épidémie ou pandémie, catastrophe naturelle ou crise économique majeure) affectent les conditions d'exécution du marché, des dispositions pourront être prises pour faire face aux difficultés liées à leur survenance, à savoir :

- Suspension du délai d'exécution de l'accord-cadre, ou d'un bon de commande ;
- Prolongation du délai d'exécution de l'accord-cadre, ou d'un bon de commande ;
- Renonciation, modularisation ou annulation des pénalités de retard : Possibilité de renoncer ou de moduler à la baisse le montant des pénalités applicables, au vu notamment de la capacité financière de l'entreprise titulaire, du montant de l'accord-cadre ainsi que des enjeux découlant du respect des délais ;
- Un ajustement des coûts de prestations ;
- Une défaillance du titulaire aux fins que celui-ci propose un tiers remplaçant, soit pour achever les prestations, soit pour transférer les droits et obligations du présent contrat vers ce tiers.

En tout état de cause. Toute modification ou évolution impactant la solution développée doit être conforme aux spécifications fonctionnelles prévues au présent contrat et doit être techniquement équivalent ou supérieur aux prestations prévues initialement

Toute modification est conforme à l'objet du contrat et en lien direct (déclinaison ou accessoire) avec les prestations du contrat et nécessaire à la bonne exécution de l'accord-cadre.

La modification ne saurait avoir une incidence financière ayant pour effet de bouleverser l'économie du contrat. Par conséquent, l'incidence financière sur les montants maximum de l'accord-cadre ne peut être supérieure à 10%.

■ **Modalités de mise en œuvre des modifications :**

a) Modification à l'initiative du titulaire

Dans le cadre des modifications susvisées, le titulaire fournira les éléments justificatifs suivants et notamment :

- les justificatifs techniques et/ou fonctionnels des liens directs (déclinaison, accessoire) entre les prestations modifiées ou ajoutées et les prestations présentes à l'accord-cadre,
- la documentation technique des prestations ajoutées ou modifiées,
- les justificatifs tarifaires,
- le mémoire technique mis à jour, le cas échéant,
- le bordereau des prix mis à jour, le cas échéant,
- élément de preuve de l'impossibilité de réaliser les prestations en cas de circonstances exceptionnelles.

À compter de la réception de la demande, l'acheteur dispose d'un délai de trente (30) jours calendaires maximum pour valider la modification, ajout ou retrait, ainsi que le(s) nouveau(x) prix à intégrer.

En cas d'accord entre les parties, et selon la nature de la modification, la clause de réexamen sera mise en œuvre soit par avenant, soit par une simple décision de l'acheteur notifiée au titulaire qui, faute de réserves formulées dans un délai maximal d'un mois, est réputé l'avoir acceptée et l'exécute.

Nb : Le titulaire du marché ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques ou financières sans autorisation préalable de l'acheteur.

b) Modification à l'initiative de l'acheteur

L'acheteur justifiera les modifications relevant de son initiative.

A compter de la réception de la demande, le titulaire dispose d'un délai de trente (30) jours calendaires maximum pour valider la modification.

En cas d'accord entre les parties, et selon la nature de la modification, la clause de réexamen sera mise en œuvre soit par avenant, soit par une simple décision de l'acheteur notifiée au titulaire qui, faute de réserves formulées dans un délai maximal d'un mois, est réputé l'avoir acceptée et l'exécute.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

■ **Produits accessoires ne figurant pas au bordereau des prix**

Dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, le GPMB pourra, exceptionnellement, se fournir auprès du titulaire pour des produits accessoires ne figurant pas dans le bordereau des prix mais dont l'objet est similaire aux fournitures de l'accord cadre.

Pour ces fournitures ne figurant pas au bordereau de prix, le titulaire appliquera sur les prix publics la remise indiquée à l'acte d'engagement.

■ **Dématérialisation du suivi :**

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, le GPMB peut utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception :

- Profil acheteur,
- Lettre recommandée électronique adressée au courriel précisé à l'acte d'engagement.

7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

7.1. Obligations courantes du titulaire

■ **Assurances :**

Les stipulations du CCAG sont applicables.

■ **Devoir d'information et de conseil :**

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

■ **Obligation de vigilance :**

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail (décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- L'attestation de vigilance URSSAF datant de moins de 6 mois ;
- une attestation fiscale ou de régularité fiscale

■ Réparation des dommages :

Les dommages de toutes natures causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toutes natures causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

■ Sous-traitance :

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par l'acheteur. L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours d'exécution selon les modalités définies aux articles R2193-3 et R2193-4 du Code de la commande publique et à l'article 3.6 du CCAG.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- Les documents relatifs à ses capacités professionnelles et financières :
- CA sur les 3 dernières années ;
- Moyens matériels et humains,

Liste des références sur 3 ans.

- Une copie de l'extrait K-Bis de moins de trois mois,
- Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager le sous-traitant,
- Les attestations d'assurance, fiscales et sociales,
- Une copie du contrat de sous-traitance, le cas échéant.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 45 du CCAG).

Par dérogation à l'article 3.6.2 du CCAG le GPMB notifie au titulaire et uniquement au titulaire l'exemplaire de l'acte spécial de sous-traitance (DC4) qui lui revient. Le titulaire sera chargé de communiquer une copie de cette notification à ses sous-traitants.

■ Dispositions applicables en cas de titulaire étranger :

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

Les tribunaux français sont seuls compétents.

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

En cas de non remise par le titulaire des documents susmentionnés, le maître de l'ouvrage, après mise en demeure, notifiée par écrit et restée infructueuse, résilie le marché aux torts de celui-ci, sans qu'il puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D8222-7 du code du travail.

La monnaie de compte du marché est l'euro.

Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

7.2. Obligations liées à la sécurité

■ Confidentialité et protection des données personnelles :

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

8. LITIGE ET SANCTIONS

8.1. Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS lorsque le délai contractuel de réalisation des prestations est dépassé et en cas de manquement, le titulaire encourt les pénalités suivantes :

Les abonnements format papier :

- Pour tout retard d'une semaine pour les hebdomadaires français, d'un mois pour les mensuels, bimensuels, trimestriels, semestriels ou annuels ou tout retard sur le délai auquel le prestataire s'est engagé pour un numéro spécial, antérieur, hors-série ou revue étrangère : une pénalité forfaitaire de 15 € par numéro format papier sera appliquée.

En cas de difficultés récurrentes de non-réception d'un quotidien français le jour de sa parution, le GPMB se réserve la possibilité d'annuler l'abonnement.

Les abonnements numériques :

En cas de rupture ou de suspension d'un abonnement imputable au titulaire des pénalités forfaitaires de 5 % seront appliquées sur le montant annuel HT de l'abonnement concerné.

■ Plafonnement des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG le montant total des pénalités de retard peut excéder 10 % du montant total hors taxes du bon de commande.

■ Seuil d'exonération des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le 1er euro.

■ Observations préalables à l'application des pénalités

Conformément à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, en cas de retard, l'acheteur invite le titulaire, par écrit, à présenter ses observations dans un délai de quinze jours avant toute application de pénalités. Cette invitation mentionne le montant des pénalités envisagées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour répondre. En cas de dysfonctionnement ou de retard anormal dans la réception des abonnements, qui ne résulterait pas de cas de force majeure ou d'un retard imputable aux services postaux ou aux transporteurs, le GPMB informera le titulaire de la situation. Celui-ci devra alors prendre toutes les mesures nécessaires auprès des éditeurs pour remédier à la situation dans les délais prévus à l'article relatif aux « Délais de livraison et gestion des réclamations »

8.2. Autres stipulations

■ Règlement des différends :

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

■ Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant

Tribunal Administratif de Bordeaux

9 rue Tastet
CS 21490
33063 Bordeaux Cedex

Téléphone : 05 56 99 38 00

Courriel : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

Télécopie : 05 56 24 39 03

Site internet : <http://bordeaux.tribunal-administratif.fr>

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

9. FIN DU CONTRAT

■ Propriété intellectuelle :

Les prestations objet du contrat ne font appel à aucune œuvre de l'esprit particulière. Les dispositions du CCAG relatives à la propriété intellectuelle sont sans objet.

■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

■ Résiliation pour motif d'intérêt général :

L'acheteur peut résilier l'accord-cadre, aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique.

Les conditions de résiliation du contrat sont définies aux articles 38 à 46 du CCAG FCS, avec les précisions suivantes :

Par dérogation à l'article 42 alinéa 1 du CCAG FCS, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation dans le cas d'une résiliation pour motif d'intérêt général, excepté celle pour prestations reçues.

■ **Résiliation pour faute :**

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

■ **Garantie :**

Les prestations ne font pas l'objet d'une garantie.

Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :

La rubrique *Pièces contractuelles* de l'article 2.1 du contrat déroge à l'article 4.1 du CCAG

La rubrique *Sous-traitance* de l'article 7.1 du contrat déroge à l'article 3.6.2 du CCAG

La rubrique *Pénalités* de l'article 8.1 du contrat déroge aux articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG

La rubrique *Résiliation pour motif d'intérêt général* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 42.1 du CCAG

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG, toute éventuelle dérogation mentionnée dans le présent document mais non rappelée dans la liste récapitulative qui précède s'applique néanmoins.